L'Allemagne au secours de l'Europe ?

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/546>

DOI : 10.4000/rea.546

ISBN : 978-2-8218-0856-0

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « L'Allemagne au secours de l'Europe ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 80 | mars 2007, mis en ligne le 24 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/546> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.546>

L'Allemagne au secours de l'Europe ?

A l'aube de l'année 2007, les résultats économiques définitifs de l'année écoulée sont venus un à un confirmer et même dépasser les prévisions les plus optimistes. Avec une croissance annuelle frisant les 3 %, un excédent commercial record équivalent à 7,5 % du PIB, un chômage en recul de près d'un demi-million de personnes et un déficit budgétaire ramené à 2 %, l'Allemagne affiche une forme économique resplendissante. La locomotive allemande tourne à plein régime, tirée à la fois par des performances exceptionnelles à l'exportation, une dynamique soutenue de l'investissement industriel et une reprise désormais effective de l'emploi. Après dix ans d'éclipse économique et d'immobilisme politique intérieur, puis à la faveur d'une action réformatrice tardive mais courageuse, l'Allemagne est de retour comme moteur économique de l'Europe.

Ce rétablissement économique impressionnant tombe à point nommé pour mettre en valeur la mission qui incombe à l'Allemagne en prenant en charge la présidence de l'Union européenne. Il constitue un atout de crédibilité incontestable qui vient renforcer le capital de confiance que l'Allemagne unifiée a su progressivement se construire auprès de ses partenaires européens. Sans s'être à aucun moment mise en congé de ses responsabilités européennes, la République de Berlin peut en effet se prévaloir d'avoir finalement réussi à restaurer la compétitivité de son économie et à engager la remise en ordre de ses finances publiques. Forte de cet acquis, l'Allemagne se voit maintenant invitée à mettre son expérience au service de l'Europe et à ouvrir les voies qui permettront à l'Union européenne de sortir de la crise dans laquelle elle se trouve enlisée.

Le chantier est considérable et la mission est a priori démesurée, car on ne voit pas comment, en six mois, la présidence allemande pourrait parvenir à des avancées significatives alors même que plusieurs de ses partenaires et non des moindres sont en attente d'échéances politiques majeures. Néanmoins, le gouvernement allemand dispose de réels atouts qui devraient lui permettre de promouvoir un nouveau climat et de faire bouger les lignes. Il s'appuie tout d'abord sur une démarche conceptuelle construite qui vise à enclencher au sein de l'Union, à travers la relance de la Stratégie de Lisbonne, une dynamique de compétitivité et de croissance économiques dont l'objectif, à portée politique largement consensuelle, est à la fois de générer de l'emploi et de préserver la protection sociale. Il s'appuie ensuite sur une méthode qui est celle de la concertation et de la co-décision entre les instances publiques et les partenaires sociaux qui est largement et efficacement pratiquée en Allemagne et que la présidence allemande se propose de promouvoir dans les processus de décision communautaires.

Il n'en reste pas moins que, si elle veut donner l'exemple et insuffler un nouvel état d'esprit favorable à la relance politique de l'Europe, la

République Fédérale doit encore continuer à « mettre de l'ordre dans sa maison » et poursuivre la modernisation du cadre général de son activité économique. La consolidation budgétaire est en bonne voie mais reste encore au milieu du gué tant que la réduction des dépenses publiques n'aura pas progressé, que l'allègement de la fiscalité des entreprises n'aura pas été enclenché et que les mécanismes du fédéralisme financier ne seront pas assainis. La réforme de la protection sociale avance, sans être encore aboutie, tandis que celle du marché du travail fait encore l'objet de vifs débats entre les deux partis de la coalition. Au plan sectoriel, l'économie des services affiche des performances très moyennes pour avoir trop tardé à moderniser ses structures et ne parvient que difficilement à surmonter les incertitudes nées des changements multiples du cadre réglementaire comme en témoigne, après celui des banques, l'exemple des assurances. Enfin, à défaut de choix politiques clairs entre l'impératif de compétitivité industrielle et des préoccupations environnementales pour le moins ambivalentes, l'Allemagne reste plus que jamais confrontée à une incertitude énergétique majeure qui pèse sur ses capacités de proposition en matière de politique énergétique européenne. Autant de dossiers sur lesquels l'Allemagne doit encore progresser pour pouvoir s'affirmer pleinement comme le moteur économique de l'Europe.

René Lasserre
23 février 2007